

# Pourquoi salaires et productivité n'augmentent plus dans les pays avancés

 [lefigaro.fr/vox/economie/2017/09/20/31007-20170920ARTFIG00254-pourquoi-salaires-et-productivite-n-augmentent-plus-dans-les-pays-avances.php](http://lefigaro.fr/vox/economie/2017/09/20/31007-20170920ARTFIG00254-pourquoi-salaires-et-productivite-n-augmentent-plus-dans-les-pays-avances.php)

FIGAROVOX/TRIBUNE - La multiplication des emplois précaires a désincité les entreprises à investir, gelant les gains de productivité et par là la hausse des salaires. Comment sortir de ce cercle vicieux ? Le décryptage de Steve Ohana.

Steve Ohana est professeur de finances à l'ESCP Europe et auteur de [Désobéir pour sauver l'Europe](#) (Max Milo, 2013).

Depuis quelques mois, de nombreux instituts et médias s'étonnent de l'absence de progression notable des salaires dans les pays avancés, en dépit de la très nette baisse du chômage. Un article récent de Bloomberg s'est penché sur ce «mystère de la non-hausse des salaires», un phénomène qui cause de sérieux soucis aux banques centrales de par le monde, inquiètes de ne plus atteindre leur objectif d'inflation depuis 2012.

*L'une des observations les plus marquantes depuis 2000, et plus encore depuis la crise de 2008, est la faiblesse des gains de productivité dans les pays avancés.*

On sait bien que la progression des salaires est directement liée aux gains de productivité. Or, l'une des observations les plus marquantes depuis 2000, et plus encore depuis la crise de 2008, est la faiblesse des gains de productivité dans les pays avancés.

La pensée économique traditionnelle, qu'elle soit de nature «néo-classique» ou «keynésienne», est très pauvre sur l'explication des gains de productivité. Pour les néo-classiques, c'est en laissant libre cours aux «mécanismes auto-régulateurs du marché» que l'on peut stimuler l'innovation. Les keynésiens expliquent que c'est en stimulant la demande finale qu'on donnera aux entreprises l'assurance de trouver des débouchés pour leurs produits, donc qu'on les encouragera à investir dans le renforcement de leur productivité.

Les spécialistes des phénomènes d'innovation et du marché du travail avancent une autre hypothèse, largement corroborée par les faits empiriques, pour expliquer la baisse des gains de productivité dans les pays avancés: la flexibilisation du marché du travail et la baisse de la qualité des emplois ont détruit le potentiel d'innovation des entreprises.

On assiste en effet depuis une vingtaine d'années à une mutation importante du marché de l'emploi dans les pays avancés. La plupart des jobs qui se sont créés au sein des pays industrialisés correspondent à des formes précaires d'emplois: travail à temps partiel subi («contrats zéro heures», «mini-jobs»), contrats à durée déterminée, travail indépendant, intérim etc.

Dans de nombreux cas, et particulièrement en Europe, cette mutation du marché de l'emploi a été encouragée par les pouvoirs publics (Commission Européenne, Troïka, BCE...), pour lesquels les «politiques d'ajustement structurel» allaient favoriser la flexibilité du marché du travail et permettre notamment aux chômeurs de longue durée, et aux catégories exclues du marché du travail (jeunes, seniors...) de se réinsérer.

Ces politiques économiques de promotion du «travail low cost» passent par plusieurs leviers: baisses de

*Or, cette multiplication des emplois précaires peu rémunérés représente une désincitation forte à investir pour les entreprises.*

charges centrées sur les bas salaires, facilitation des licenciements, décentralisation des négociations salariales au niveau de l'entreprise, assouplissement des contraintes juridiques sur la durée du travail, promotion du statut d'auto-entrepreneurs etc. Le CICE, le Pacte de Responsabilité, loi El Khomri de 2016 et la «super loi travail» en sont les déclinaisons les plus récentes dans le cas de la France.

Or, cette multiplication des emplois précaires peu rémunérés représente une désincitation forte à investir pour les entreprises. En effet, pourquoi investir dans des machines quand on peut trouver du travail flexible et peu cher? Quant aux auto-entrepreneurs, ils déclarent des revenus faibles, en moyenne moins du tiers du revenu annuel des indépendants «classiques», de sorte que le développement de cette forme d'emploi tend à réduire la productivité du travail non salarié.

Au contraire, la présence de salariés stables et bien rémunérés constitue pour les entreprises une incitation importante à investir. D'une part, les investissements de productivité sont la condition même permettant de maintenir des salariés à haut niveau de qualification et de rémunération dans l'entreprise. D'autre part, une main-d'œuvre stable assure une participation active des employés aux processus de rationalisation du travail ainsi qu'une plus grande loyauté des salariés vis-à-vis de leur employeur.

Le secteur industriel allemand a longtemps bénéficié de ce cercle vertueux, avec des systèmes de protection de l'emploi très rigides, notamment dans l'industrie.

Mais, depuis ses réformes du marché du travail des années 1990 et 2000, l'Allemagne a emprunté un chemin opposé, qui s'est traduit par la baisse des salaires dans la valeur ajoutée, l'explosion du travail à temps partiel (le taux de salariés cumulant deux jobs a bondi de 80% en 12 ans), le doublement du taux de travailleurs pauvres et la baisse des gains de productivité, en dépit de la baisse affichée du chômage.

Cette hypothèse permet d'expliquer du même coup pourquoi la «baisse importante du chômage» ne se traduit pas par une progression des salaires dans les pays avancés. Loin de se trouver en situation de pénurie de main-d'œuvre, les employeurs peuvent puiser dans le vivier de salariés en sous-emploi subi pour répondre à l'augmentation de leurs carnets de commandes.

*Tout d'abord, il est nécessaire d'instaurer ou de relever les salaires minimum et de rétablir les processus de négociation collective mis à mal par la crise.*

Quelles solutions pourraient permettre d'inverser cette spirale combinant emploi précaire, faibles salaires et faibles gains de productivité?

Elles sont de deux ordres.

Tout d'abord, il est nécessaire d'instaurer ou de relever les salaires minimum et de rétablir les processus de négociation collective mis à mal par la crise. Ceci aura pour conséquence de rééquilibrer le pouvoir de négociation des salaires en faveur des employés mais aussi d'inciter les entreprises à investir dans la formation des salariés et dans l'augmentation de leur productivité.

Une conséquence de ces politiques sera une automatisation accrue, qui n'est pas incompatible avec le maintien d'un fort taux d'emploi, si l'on consent à organiser la baisse du temps de travail, plutôt que de la laisser s'opérer de façon subie à travers l'explosion du temps partiel et des mini-jobs. Cette baisse du temps de travail se ferait à salaire égal pour maintenir la demande globale et faire bénéficier les salariés de l'augmentation de la productivité.

Ensuite, l'Etat doit assumer son rôle dans la montée en gamme de l'économie, à travers l'investissement

*Ensuite, l'Etat doit assumer son rôle dans la montée en gamme de l'économie, à travers l'investissement dans les infrastructures publiques, l'éducation et la formation*

dans les infrastructures publiques, l'éducation et la formation tout au long de la vie. Kevin Hassett, que Donald Trump vient de nommer comme chef économiste, et pourtant éloigné des thèses keynésiennes, affirme qu'il incombe à l'Etat de recruter les chômeurs de longue durée, quand les employeurs privés ne veulent plus prendre le risque de les embaucher.

Ceci pourrait être moins coûteux et plus efficace que les politiques de baisses de charges, dont l'impact s'est avéré modeste en termes de création d'emplois. Les besoins ne manquent pas: formation professionnelle, services sociaux, culturels et éducatifs, soins de santé de qualité et prise en charge des personnes dépendantes, rénovation thermique des bâtiments, invention de modes de transport et de production d'énergie du XXIème siècle...

Les taux d'intérêt historiquement faibles sur les dettes publiques nous offrent l'opportunité d'engager la transition écologique de l'économie et de réparer nos profondes fractures sociales et territoriales à très bas coût.

«L'anglo-sphère», emmenée par le couple May-Trump, semble évoluer aujourd'hui de plus en plus dans cette mouvance, opposée à la direction qu'avait impulsée le couple Thatcher-Reagan il y a maintenant presque quarante ans.

Au contraire, le couple Macron-Merkel, aux commandes de l'Europe continentale, s'engage avec une ardeur renouvelée dans la promotion de politiques obsolètes.